



TRANSFORMER LES GERMES EN FRUITS : VERS UNE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE GRECQUE ?

Quentin Mortier
Coordinateur
Etudes & Animations

Analyse 2015

DOSSIER
« LA CRISE COMME
LABORATOIRE »

Peut-on se réjouir de la
naissance d'une
économie sociale
grecque ?

Comment reconstruire
la Grèce ? Ou l'échec
d'une transition vers le
néo-libéralisme

**Transformer les germes
en fruits : vers une
économie sociale et
solidaire grecque ?**

La Grèce a fait la Une des médias durant quelques mois jusqu'à l'été 2015, et semble avoir aujourd'hui disparu des radars médiatiques. Le bras de fer engagé par le gouvernement d'Alexis Tsipras s'est finalement soldé par l'application d'un nouveau troisième « memorandum ». Il consiste en l'octroi de nouveaux fonds européens, prêtés en échange de nouvelles réformes néolibérales dans la gestion du pays (réduction des dépenses publiques, privatisations, etc.). Des alternatives à cet accroissement de la dette de la Grèce (et ce faisant de sa dépendance) existaient pourtant. Il convient de ne pas les oublier car le problème va nécessairement resurgir. La dette est devenue encore plus insoutenable. Et l'économie réelle ne va pas être renforcée mais bien affaiblie par les mesures finalement adoptées par le Parlement grec, placé sous l'épée de Damoclès tenue au-dessus de sa tête par la Banque Centrale Européenne¹.

Ce qui est étonnant dans ce dernier épisode de la crise de la dette grecque, c'est que les débats s'en sont tenus une fois encore au seul plan financier. Les opportunités ou contraintes pour l'économie réelle semblent avoir été ignorées. Or, le développement de la crise à un niveau macro n'a pas empêché (et a même suscité) le développement d'une multitude d'initiatives lancées par des collectifs citoyens, à un niveau micro.

Dans cette courte analyse, nous voudrions donner à voir un panorama de ces initiatives citoyennes de nature à la fois sociales, économiques, culturelles et politiques. Nous nous interrogerons aussi sur la possibilité de voir dans ces initiatives les germes d'une économie sociale et solidaire grecque². Nous tirerons de ce développement quelques enseignements pour les artisans d'une alternative économique et sociale, situés au nord de l'Europe, dont nous sommes.

Une multitude d'initiatives collectives à la base³

Les premières initiatives grecques nées dans le contexte de crise économique ont été des réponses à des besoins de base : se nourrir et se soigner. D'autres ont ensuite vu le jour.

Face à l'augmentation de la pauvreté et aux difficultés d'une partie importante de la population à se nourrir quotidiennement, de nombreuses initiatives sont nées dans ce champs d'action. Les premières ont été des initiatives de solidarité. Celles-ci sont marquées par la mise en lien entre, d'une part, des personnes désireuses de donner leur temps ou leurs produits alimentaires et, d'autre part, des personnes dans la nécessité. Les produits proviennent ainsi de dons de particuliers mais aussi d'entreprises de distribution

¹ GODIN R., « Grèce : la BCE s'est-elle comportée comme un "fonds vautour" ? », dans *La Tribune*, 14 août 2015.

² Voir notre analyse « Peut-on se réjouir de la naissance d'une économie sociale grecque ? », disponible sur www.saw-b.be.

³ Internet regorge d'illustrations diverses de telles initiatives. Nous vous conseillons les pages <http://omikronproject.gr/grassroots>, <https://oulaviesauvage.wordpress.com/2015/06/14/grece-autogestion-et-circuits-de-production-paralleles-ressources/> ainsi que le film <http://nevivonspluscommedesesclaves.net/>.

ou de producteurs agricoles. Dans certains cas, des cuisines collectives se sont mises en place au sein desquelles ces produits sont cuisinés puis partagés. L'esprit qui prévaut dans ces lieux n'est pas celui de la philanthropie mais plutôt celui d'une solidarité démocratique. Parallèlement, des pratiques d'achat groupé et de commercialisation sans intermédiaire ont vu le jour. Des structures collectives de consommateurs (liées à des producteurs) se sont ainsi organisées, dans plusieurs cas sous forme de coopératives. Plus en amont encore, de nombreuses personnes ont opéré une sorte de « retour à la terre » en se lançant dans des activités de formation en agro-écologie, banques de semences, permaculture, etc. Et cela aussi bien dans les centres urbains, les périphéries des villes ou les villages.

Le premier centre de santé solidaire a été créé à destination des migrants qui arrivent en masse en Grèce depuis plusieurs années. L'exclusion d'un nombre de plus en plus grand de nationaux de la couverture sociale a eu pour effet de multiplier le nombre de ces centres à travers le pays et de mélanger les publics qui s'y croisent désormais. Il existe aujourd'hui une quarantaine de centres dispensant des soins et distribuant des médicaments gratuitement. Ces initiatives sont basées sur le don et le bénévolat. L'objectif de ces initiatives, qui allient à la fois diversité (chaque centre est autogéré) et unité (avec l'adoption d'une charte commune), est à la fois humanitaire et politique. Les centres revendiquent en effet le retour d'un système de sécurité sociale et de santé publique digne de ce nom⁴.

Dans le domaine de l'enseignement également, des collectifs de parents et d'enseignants se sont auto-organisés pour gérer des crèches, des écoles de quartier, des espaces de soutien à la scolarité. Les citoyens et des artistes ont aussi relancé des centres culturels ou des théâtres suite à leur fermeture, faute de subvention publique. Même la télévision et la radio publique qui avaient été muselées du jour au lendemain par le gouvernement Samaras ont été poursuivies sous des formes alternatives (en utilisant internet et le volontariat des journalistes). Des collectifs citoyens de soutien aux migrants (par un apprentissage de la langue, une aide juridique, un soutien matériel) ainsi que de lutte contre les saisies immobilières ou les coupures de courant se sont constitués et organisés, parfois sous la forme d'assemblées de quartiers.

Quelques entreprises, en quelque sorte abandonnées par leurs dirigeants, ont été récupérées par leurs travailleurs. C'est le cas de l'emblématique usine VIO.ME, située à Thessalonique et dont les ouvriers se sont approprié l'outil de production et l'ont réorienté vers des produits de nettoyage écologiques, distribués notamment via les nombreux lieux de commercialisation solidaire. Un important journal économique basé à Athènes a lui aussi été repris en autogestion par les journalistes.

Finalement, un point commun réunit ces initiatives les plus diverses. Toutes sont des réponses collectives au désengagement de l'Etat à ses différents niveaux ou au retrait ou manquements du marché et des acteurs économiques.

Ce constat peut nous mettre sur la voie d'une dernière forme de résistance aux politiques néolibérales, à savoir la lutte pour une gestion alternative des « communs ». La volonté d'une entreprise canadienne d'exploiter une mine d'or en Chalcidique a rencontré une opposition forte d'une partie des habitants, rejoints par des militants de tout le pays. Vendu à un promoteur immobilier en vue d'y créer une zone touristique luxueuse, l'ancien aéroport d'Athènes est devenu un lieu d'expérimentation. Enfin, un mouvement citoyen s'est constitué pour mener campagne contre la privatisation de l'eau en Grèce (www.savegreekwater.org).

⁴ Sur ce sujet et le parallèle entre ces centres de santé solidaires grecs et nos maisons médicales belges, une analyse, intitulée « La réforme de la santé en Grèce et la réponse des cliniques solidaires », est disponible sur le site www.saw-b.be.

La défense de « communs », en réponse à la faillite de l'Etat et de l'économie capitaliste

Une des manières dont le gouvernement grec a tenté de gérer la crise de la dette, poussé dans cette direction par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) dès 2010, a consisté à privatiser une série de biens et entreprises publiques. Les dernières négociations de 2015 sur la dette se sont soldées par une contrainte identique : générer 50 milliards d'euros par la poursuite du programme de privatisation géré par le Fonds de développement des biens de la République hellénique (Taiped).

Certaines montagnes, côtes et îles grecques ont ainsi été mises en vente à côté d'entreprises et services publics. Ainsi, la concession de quatorze aéroports régionaux a été accordée en novembre 2014 à une entreprise allemande, associée à une société grecque, pour un montant total de 1,2 milliard d'euros. C'est aussi le cas de l'ancien aéroport d'Athènes, abandonné depuis 2001, qui a été vendu à un consortium immobilier en vue d'y créer une *riviera grecque*, zone touristique luxueuse. Ce projet est contesté par les quatre mairies limitrophes, notamment parce que le lot a été vendu pour 900 millions d'euros alors qu'il était estimé à plusieurs milliards d'euros. Il l'est aussi par les citoyens qui occupent actuellement, de différentes manières, ces précieux terrains longtemps délaissés par les autorités publiques centrales⁵.

Les expérimentations localisées dans cette zone de plus de 600 hectares sont nombreuses : clinique sociale, épicerie solidaire, jardin autogéré et agroécologique, oliveraie « participative » constituée avec le soutien de la municipalité locale, etc. Ne se contentant pas d'expérimenter, les collectifs citoyens impliqués dans ces initiatives ont imaginé une utilisation concurrente à celle du promoteur immobilier. Leur idée est d'y réaliser un « parc métropolitain » qui pourrait devenir un lieu de rencontre entre habitants de la mégapole et éventuellement aussi de visite de touristes étrangers. Les activités à y développer seraient celles déjà lancées ainsi que musées, théâtres, espaces artistiques et centres de formation et de recherche. Le tout avec valorisation et augmentation des espaces verts, utilisation et réaffectation des bâtiments existants.

La réappropriation de lieux publics est à l'œuvre en plusieurs endroits de Grèce : le parc Navarinou qui a été créé par les habitants du quartier étudiant et anarchiste d'Athènes, le théâtre Embros, dans le quartier central de Psyri, rouvert par un collectif d'artistes, une ancienne base militaire située aux portes de la ville de Thessalonique, proche de la Bulgarie et de la Turquie, tout d'abord abandonnée aux dealers, puis sujette à la promotion immobilière, et finalement investie par le réseau Homotrapesis qui y crée des jardins communautaires. Dans tous ces cas, l'occupation reste précaire et exige une mobilisation forte et constante des nouveaux utilisateurs des lieux. Ces quelques exemples nous paraissent emblématiques de la nature fondamentale des « communs ». A savoir : résistance à la privatisation et à la gestion exclusivement marchande de certains biens ; dépassement de la « *nostalgie de l'Etat-providence* » ou la seule régie publique (étant donné l'implication directe des citoyens) ; intérêt général commun ne préexistant pas mais émergent « *par les pratiques de décision et de gestion collectives* »⁶.

Au final, il nous semble que les initiatives grecques naviguent dans un fécond entre-deux : économie sociale et solidaire d'une part, construction des « communs » d'autre part. Ce qui nous semble particulièrement inspirant.

⁵ Voir MITRALIAS R., « Athènes : l'ancien aéroport transformé en un champ d'expérimentations alternatives », dans Bastamag [en ligne : www.bastamag.net], 10 avril 2014 ou ASTIER M., « Un Notre-Dame-des-Landes résiste aux portes d'Athènes », dans Reporterre [en ligne : <http://www.reporterre.net>], 22 janvier 2015.

⁶ DUCHÊNE L., GUILLIBERT P., HENNETON T., KRIKORIAN G. & WAHNICH S., « L'anti-recette des biens communs », dans *Vacarme* [en ligne : www.vacarme.org], n° 63, printemps 2013, p. 1.

Une interrogation ...

Une première question nous vient à l'esprit devant ce panorama. S'agit-il bien d'économie sociale ? Nous pourrions défendre l'idée que ce que la crise a généré comme réaction est à la fois plus et moins que de l'économie sociale. L'économie sociale n'était pas inexistante en Grèce avant la crise, principalement sous forme de coopératives agricoles. Mais la nécessité de répondre à la quasi faillite de l'Etat et à la dépression économique majeure a donné naissance à une multitude d'initiatives nouvelles. Celles-ci enrichissent l'économie sociale existante (avec la naissance de nouvelles coopératives, principalement dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation) mais l'approfondissent et l'élargissent également⁷.

Qu'est-ce à dire ? De nombreuses initiatives n'ont pas pris la forme d'entreprises mêmes sociales mais de collectifs citoyens s'organisant pour répondre à des besoins criants, de nature socio-économique évidemment mais aussi politique. Le concept d'associationnisme peut être utile pour appréhender ce phénomène. Il fait historiquement référence au mouvement qui a englobé, jusqu'aux années 1860 dans les pays nouvellement industrialisés, aussi bien les associations ouvrières que les sociétés de secours mutuel. Ce mouvement a été le ferment de l'économie sociale (lorsqu'apparaîtront les premières coopératives).

Dans une interview qu'il nous a accordée, le sociologue Jean-Louis Laville explique : « *Le mouvement associationniste se constitue, selon des modalités diverses par région, autour de l'idée que les sphères politiques et économiques ne sont pas disjointes. En France ou en Angleterre, la révolution donne des droits politiques. Les ouvriers et paysans se rendent compte de l'absence d'adéquation entre les droits politiques et la situation sociale. Ils mettent ainsi en place des associations pour essayer de fonder les rapports d'activité sur ce qu'ils appellent la « solidarité démocratique », c'est-à-dire le rapport volontaire entre citoyens libres et égaux qui s'engagent dans une action collective. Finalement, l'associationnisme, c'est prolonger dans l'ensemble de la vie sociale les droits acquis au niveau politique* »⁸. Dans l'exposé introductif qui a précédé cette interview, cet auteur a aussi défendu l'idée que « *le projet néolibéral n'est pas un projet économique mais un projet de limitation de la démocratie. Le projet de société néolibéral n'est pas seulement caractérisé par la limitation de l'interventionnisme public mais aussi d'endiguement, de cantonnement des associations. Les seules associations souhaitées [par ce projet néolibéral - NDLR] sont des associations fonctionnelles, qui vont uniquement produire des services, sans aucune capacité de plaidoyer ou de prise de parole publique* »⁹.

Ce petit détour historique et géographique permet de pointer quelques caractéristiques qui semblent communes à l'ensemble des initiatives décrites plus haut et qui sont à l'origine de notre présente réflexion. Les initiatives grecques citoyennes, nées dans le contexte de crise, vu alors comme un moment opportun (kairos)¹⁰ sont caractérisées par :

- une réponse politique à une attaque politique : la gestion de la crise grecque par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) étant de nature plus politique qu'économique¹¹, la riposte (qu'elle provienne des partis

⁷ Dans ce texte, nous utilisons le terme « économie sociale » au sens où il a été défini en Wallonie (à savoir par la conjugaison de statuts juridiques et de principes éthiques). Quant au terme « économie sociale et solidaire », nous l'utilisons, comme cela se fait en France, pour désigner un ensemble plus vaste d'acteurs, réunion en quelque sorte de l'économie sociale et de nombreuses initiatives citoyennes conjuguant une dimension économique et politique.

⁸ Voir l'analyse qui en a été tirée, « Les associations comme résistance et riposte au néolibéralisme. Interview de Jean-Louis Laville », à paraître sur www.saw-b.be.

⁹ Dans le cadre d'un petit déjeuner de l'économie sociale dont il est rendu compte dans notre analyse « Les associations comme résistance et riposte au néolibéralisme. Rencontre entre Jean-Louis Laville, acteurs associatifs et chercheurs », à paraître sur www.saw-b.be.

¹⁰ Voir notre analyse « La crise comme laboratoire », disponible sur www.saw-b.be.

¹¹ En atteste le récit des négociations entre la Grèce et l'Europe réalisé par l'ex-ministre grec des Finances, publié dans *Le Monde diplomatique* d'août 2015.

- politiques ou des collectifs citoyens) doit donc, elle aussi, être de nature politique ;
- une forme de solidarité démocratique préférée à une solidarité philanthropique : dans le premier cas, le vocabulaire est celui de l'égalité, dans le second celui de la sollicitude ;
 - la résistance à la privatisation et à la gestion exclusivement marchande de certains biens et la gestion de ces « communs » par des pratiques de décision collective, par l'auto-organisation de la population.

Par ces différents traits, les initiatives citoyennes grecques constituent un amont, un germe d'économie sociale et solidaire particulièrement prometteur. C'est qu'il reste encore à poursuivre le projet, y compris dans sa dimension économique durable. Pourquoi, par exemple, ne pas transformer les centres de santé solidaires (conçus comme temporaires) en maisons médicales (vouées à durer) ? Plutôt que de se lancer dans des programmes de privatisation irréaliste, pourquoi ne pas soutenir et encourager la création de coopératives pour répondre aux besoins mal satisfaits d'une grande partie de la population, y compris en s'appuyant sur les ressources de la Grèce comme le tourisme ? C'est que la transformation des germes en fruits nécessite des politiques publiques ambitieuses et des avancées associatives significatives. Des pas importants restent à faire de part et d'autre : les associations ou collectifs citoyens et les coopératives déjà existantes doivent probablement se fédérer pour dialoguer avec l'Etat, l'Etat doit accepter de se lancer dans une démarche de co-construction de ses politiques publiques avec les acteurs associatifs¹².

A ce sujet, comme le note Georgia Bekridaki, coordinatrice au sein de Solidarity4all, une structure d'appui à ces multiples initiatives citoyennes, « *la reconstruction de la Grèce sera influencée par ce nouvel environnement. Les gens ont changé : le fait d'avoir participé à ces alternatives leur a montré qu'ils avaient un réel pouvoir d'action. L'enjeu est de maintenir ce pouvoir populaire dans la construction de notre société à venir* »¹³.



¹² Voir notre analyse « Comment reconstruire la Grèce ? Ou l'échec d'une transition au néolibéralisme », disponible sur www.saw-b.be. Sur la co-construction des politiques publiques, voir le chapitre rédigé par Yves Vaillancourt dans LAVILLE J.-L. et SALMON A., *Associations et Action publique*, Desclée de Brouwer, Paris, 2015, pp. 421 et sq.

¹³ « Grèce : structures solidaires entre résistance et subsistance », entretien avec Georgia Bekridaki, dans *Politique*, n° 92, novembre-décembre 2015.

... et un enseignement

L'économiste Gabriel Colletis, par ailleurs auteur d'une proposition de conversion de la dette en investissements, souligne que « *c'est en s'impliquant dans la vie de la Cité, en agissant dans tous les lieux de la vie économique et sociale (des dispensaires sociaux aux entreprises en passant par les structures coopératives) que les Grecs élaboreront par eux-mêmes un modèle politique nouveau conciliant démocratie directe, renouveau des institutions et développement des activités productives. De laboratoire du pire depuis 2008, la Grèce pourrait ainsi devenir un espace expérimental d'une démocratie refondée* »¹⁴.

Le lien ainsi tissé entre économie et démocratie, entre économie sociale et solidaire et démocratisation de l'économie et de la société est un des enseignements fondamentaux des pratiques observées en Grèce. En Belgique par exemple, l'économie sociale réunit un ensemble d'organisations à statut non capitaliste (associations, coopératives et mutuelles) doté d'un certain poids économique mais dont la force politique est faible. La naissance d'une économie sociale et solidaire grecque¹⁵ pourrait être inspirante pour les acteurs et fédérations du nord de l'Europe. Ce tableau esquisse également la possibilité d'une véritable solidarité des alternatives européennes, qui pourrait être la réponse populaire au repli nationaliste opéré par certains gouvernements (dans le contexte de la crise financière mais aussi, plus récemment, de la crise migratoire), qui n'est pas sans rappeler la dérive fasciste des années 30.

¹⁴ COLLETIS G., La dette oppressive, la Grèce opprimée », dans *Vacarme*, n° 72, été 2015.

¹⁵ Ainsi que sa version catalane, accessible par le documentaire vidéo « Une autre vie possible. Hommage à la Catalogne » (visible en anglais sur you tube) ou par l'article de VERHOEVEN J. et WUSTEFELD E., « Coopératives intégrales : l'exemple espagnol », dans *Politique*, n° 92, novembre-décembre 2015.


LES ANALYSES DE SAW-B

Rédigées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les analyses de SAW-B se veulent des outils de réflexion et de débat. Au travers de ces textes, SAW-B souhaite offrir la possibilité aux citoyens mais aussi, plus spécifiquement, aux organisations d'économie sociale de décoder – avec leurs travailleurs et leurs bénéficiaires – les enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Cette compréhension des réalités qui les entourent est essentielle pour construire, collectivement, les réponses et dispositifs adaptés aux difficultés rencontrées. Ces analyses proposent également aux travailleurs de l'économie sociale de poser un regard critique sur leurs pratiques et leurs objectifs mais aussi sur notre société, ses évolutions, nos modes de consommations, de production, de solidarité, etc.

Ces textes ne sont pas rédigés « en chambre » mais sont le résultat direct des interpellations des acteurs de terrain. Nous vous invitons à les prolonger en nous relayant vos interpellations, commentaires et propositions. Si vous le souhaitez, au départ d'un de ces sujets d'analyse, nous pouvons aussi co-organiser avec vous une animation sur mesure au sein de votre entreprise sociale ou de votre groupe citoyen.

Nos analyses sont disponibles sur notre site www.saw-b.be, à côté de nos études, où elles sont classées selon les thématiques suivantes :

- Contours, objectifs et fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Définitions et objectifs de l'Economie sociale
 - o Fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Démocratie économique et participation
 - o Frontières de l'Economie sociale
 - o Financement de l'Economie sociale
- Economie sociale et enjeux politiques
 - o Enjeux européens et internationaux
 - o Enjeux belges et régionaux
 - o Economie sociale et société
- Economie sociale et travail
 - o Insertion socioprofessionnelle
 - o Sens du travail
- Produire et consommer autrement
 - o Distribution et alimentation
 - o Logement
 - o Services
 - o Environnement
 - o Culture



SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises) est un mouvement pluraliste pour l'alternative économique et sociale. Créée en 1981, l'ASBL rassemble les femmes et les hommes qui construisent une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement et non sur le profit. Ses membres représentent plus de 300 entreprises sociales - soit 15 000 travailleurs - en Wallonie et à Bruxelles : des ASBL, des coopératives, des fondations et des sociétés à finalité sociale actives dans de nombreux secteurs tels la culture, la formation, la santé, les énergies, les services à la personne, ...

SAW-B vise à défendre, représenter et développer l'économie sociale et les entreprises qui la composent. Elle est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be.